

## Edito : Étienne Gernelle : « Qui récuse Gerhard Schröder récolte Javier Milei... »

ÉDITO. Pourquoi l'expérience politique et économique de Javier Milei en Argentine est instructive pour une France percluse de dette publique et de déficits.



Le président argentin, Javier Milei, le 3 février 2025 à Buenos Aires, lors du grand entretien qu'il a accordé au « Point ». © ENRIQUE GARCIA MEDINA/REA POUR « LE POINT »

Publié le 06/02/2025 à 06h00

Le président argentin, Javier Milei, le 3 février 2025 à Buenos Aires, lors du grand entretien qu'il a accordé au « Point ». © ENRIQUE GARCIA MEDINA/REA POUR « LE POINT »

C'est une sorte de loi de la gravité appliquée à la politique : les fariboles finissent toujours par retomber sur la tête de ceux qui y ont cru. Les auteurs de ces mêmes calembredaines, en revanche, échappent souvent à la sanction car, en général, au moment où celle-ci tombe, ils ont disparu du paysage politique ou tout au moins ont quitté le pouvoir.

Ce décalage temporel explique sans doute la propension de nos dirigeants à dépenser et leur faible empressement à réformer : « *Il ne faut jamais remettre au lendemain ce qu'on peut faire faire le surlendemain par quelqu'un d'autre* », dit une jolie maxime attribuée à Pierre Perret. Emmanuel Macron fait certes exception à cette règle de l'impunité, sa réélection l'ayant fait durer suffisamment longtemps pour que la facture lui soit présentée. Et encore, le président aux 1 000 milliards de dette ne paie, lui, qu'un prix politique.

### Les réformes courageuses de Schröder et de Tsipras

La note, la vraie, sera réglée par les Français. Quel en sera le montant ? Rien n'est encore certain. Car il est une autre loi du genre : celle-ci est plus ou moins douloureuse en fonction du temps que l'on met à rectifier le tir. La Suède, dans les années 1990, et l'Allemagne, dans les années 2000, ont choisi de s'y atteler très tôt. [Ainsi, les réformes de Gerhard Schröder](#) ont été pénibles pour beaucoup de gens, mais enfin tolérables, et le pays a connu ensuite quelques belles années. L'Espagne, qui a attendu la crise financière de 2010 pour réagir, a subi des épreuves nettement plus difficiles, mais elle est aujourd'hui en pleine santé et est même devenue la coqueluche des investisseurs internationaux. [Plus triste est le sort de la Grèce](#), dont la population a atrocement souffert, [la folie démagogique](#) y ayant été plus longue et profonde qu'ailleurs. [Les réformes musclées menées par Alexis Tsipras](#) (sous la contrainte de la Commission européenne et du FMI) ont permis d'éviter le pire, mais, malgré cela, quinze ans plus tard, le pays continue à payer le prix de ses errements passés, puisqu'il doit encore produire un excédent budgétaire primaire (avant charge de la dette) pour rester à flot.

Et puis il y a le cas de l'Argentine, qui a propulsé le délire budgétaire dans la quatrième dimension, faisant défaut neuf fois sur sa dette en cent vingt ans ! Finalement, les Argentins s'en sont remis à l'extravagant M. Milei et à sa tronçonneuse.

## **Plus on attend, plus le remède sera sévère**

Est-ce là l'avenir de la France ? Non ! La France est loin, très loin d'être l'Argentine. En outre, il ne faut surtout pas le souhaiter : si l'on devait suivre cette voie, il nous faudrait d'abord en passer par des décennies de descente aux enfers avant de réagir, dans l'urgence et la douleur. Sans compter que l'expérience Milei, si elle n'est certainement pas la catastrophe que tant nous annonçaient et commence même à engranger quelques succès, est encore incertaine.

De toute façon, entre Schröder et Milei, il y a tout un monde. Sauf que, si la France n'est pas l'Argentine, elle n'est pas non plus l'Allemagne de 2003 : lorsque le fameux Agenda 2010 a été lancé, la dette allemande atteignait à peine 63 % du PIB. Nous en sommes à 113,7 % : le boulet à traîner n'est pas du même calibre. Autrement dit, il nous faudra – un jour – un remède plus sévère que celui du chancelier honni.

Aux dernières nouvelles, [le traitement n'est pas près de commencer](#). L'Assemblée nationale, si réticente à baisser les dépenses et si prompte à augmenter les impôts, notamment ceux des entreprises, semble encore bercée par une sorte de rêve cubain. Le soleil en moins, pour reprendre une image employée par Emmanuel Macron à propos du programme de François Hollande en 2012. Autrement dit, nous n'en sommes pas encore à avoir besoin d'un Milei français, mais nous disposons déjà, en revanche, d'une escouade de Castro de poche.